Une simulation en droit international plonge des étudiants au cœur de la guerre au Soudan

Alors que la guerre au Soudan entre dans sa quatrième année, des étudiantes et étudiants de première année de la Faculté de droit de l'Université Laval se sont penchés sur l'un des conflits les plus graves - et les plus négligés - de la scène internationale. Dans le cadre du cours DRT-1009 Droit international public de la professeure Fannie Lafontaine, ils ont pris part à une simulation académique d'envergure inspirée des pratiques diplomatiques des Nations Unies : le Groupe de travail international sur la justice et la responsabilité au Soudan - Conférence de Québec.

L'objectif : négocier un texte de recommandations fondé sur le droit international afin que la recherche de la paix ne se fasse pas au détriment de la justice, de la responsabilité et de la protection des civils.

Près de 125 étudiantes et étudiants ont formé une quinzaine de délégations dans chaque groupe (voyez les photos des délégations du mardi et du mercredi), représentant des États, des organisations internationales et des acteurs de la société civile. Pendant les trois semaines précédant les négociations finales, ils ont préparé leurs positions et appliqué le droit à travers trois missions portant sur la responsabilité internationale des États, les violations du droit international humanitaire, ainsi que les crimes internationaux et les avenues de justice. Les travaux les ont notamment amenés à analyser l'attribution des actes d'un groupe armé à un États tiers, la prévention du génocide, la protection des civils, des hôpitaux et de l'accès humanitaire, les crimes internationaux, ainsi que les sanctions, les embargos, la Cour internationale de Justice, la Cour pénale internationale, les réparations, etc.

La simulation a culminé dans de véritables négociations, en deux séances de 3 heures chacune, au cours desquelles les délégations ont débattu d'un projet de texte, proposé des amendements, cherché des alliances et tenté de dégager des compromis sur des formulations juridiquement et politiquement sensibles.

La simulation finale a mené à l'adoption d'une résolution âprement débattue, fruit de compromis parfois déchirants. La preuve, si le texte soumis à la négociation était

le même pour les groupes du mardi et du mercredi, le texte final adopté en plénière est très différent d'un groupe à l'autre !

Les délégations ont eu la chance lors de cette séance finale d'entendre un message important enregistré spécialement pour eux par **Mona Rishmawi**, membre de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudan de l'ONU.

La séance a aussi été l'objet de **reportages exclusifs** de « Radio News Monde », disponibles sur YouTube, le mardi par la grande reporter internationale Sophie Tintin (**Sophie Langlois**, grande journaliste de Radio-Canada spécialiste de l'Afrique, s'est prêtée au jeu en se rendant à l'Université Laval pour « couvrir » les travaux du Groupe de travail ! Merci !) et le mercredi par l'étoile montante du journalisme international, **Mariam Diallo** (dans la vraie vie, une brillante étudiante de maîtrise en droit !).

Incarnant des délégations aux positions parfois radicalement opposées, les étudiants et étudiantes ont plongé tête première dans des questions juridiques très complexes qui sont au cœur des débats et négociations actuels au regard du conflit au Soudan. Ils et elles ont ainsi dû confronter le droit aux faits et mesurer les défis que soulèvent, en pratique, les négociations diplomatiques dans un contexte de conflit armé régionalisé et d'atrocités de masse.

Bien plus qu'un exercice théorique, l'activité a permis aux étudiantes et étudiants d'expérimenter concrètement comment le droit international s'écrit, s'interprète et se négocie face à l'une des plus graves crises humanitaires de notre époque.

Cette simulation de grande envergure était une première dans un cours obligatoire de première année en droit. La professeure Fannie Lafontaine remercie la Faculté de droit pour l'aide financière reçue grâce au programme d'appui à l'innovation pédagogique (PAIP). Elle remercie particulièrement **Reza Moradinejad**, vice-doyen aux études et à l'expérience étudiante, pour son soutien et sa visite à la simulation finale du mercredi, ainsi que **Christine Vézina**, vice-doyenne à la recherche et aux affaires externes, d'avoir incarné la Secrétaire-générale désignée des Nations Unies et livré un discours inspirant lors de la simulation finale du mercredi !

La professeure Fannie Lafontaine remercie du fond du cœur ses complices, **Priyangaa Thivendrarajah**, doctorante en droit international en co-tutelle à l'Université Laval et Université Paris Nanterre, et **Émile Dupuis**, étudiant de troisième année en droit, dont l'engagement, la créativité et le travail remarquables ont été essentiels à la préparation et au succès de cette simulation. L'équipe de la Représentante-spéciale du Secrétaire-général de l'ONU pour le Soudan était formidable !

Elle remercie également les personnes étudiantes bénévoles qui ont soutenu cette belle et folle aventure; rien n'aurait été possible sans leur dévouement et leur énergie : **Yasmina Godogo** (merci infiniment pour le montage des reportages !), **Mariam Diallo** (journaliste dans l'âme !), **Héloïse Fleury**, **Estelle Galipeau** (cheffes d'orchestre magistrales des plénières !), **Stéphanie Boivin** (médiatrice hors-pair !), **Yassia Compaoré** et **Happy Pascal Bompela** (journalistes de terrain et gardes du corps redoutables !), ainsi que Julie Bergeron (créatrice créative de contenu… et de micro !).

Merci !

Enfin, et surtout, la professeure Lafontaine **félicite tous les étudiants et toutes les étudiantes du cours** DRT-1009 Droit international public pour leur engagement impressionnant dans cette simulation, leurs travaux de mission rigoureux, leur humour et leur passion : BRAVO !

Par
Fannie Lafontaine
Formation pratique en droit internationalSimulationOrganisation des Nations Unies Journalisme15 mai 2026 - 12:00 Droit international publicSoudanMission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudannon